Argentine:

L'écrivain Alberto Manguel est ciblé par les pro-Kirchner

https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/060716/argentine-lecrivain-alberto-manguel-est-cible-par-les-pro-kirchner

6 juillet 2016 | Par Philippe Riès

La nomination à la tête de la Bibliothèque nationale argentine d'Alberto Manguel, écrivain universel, a suscité une campagne paradoxale. Un procès en sorcellerie a été lancé par les mauvais perdants du régime Kirchner, défait l'an dernier.

Le 1er juillet, **Alberto Manguel** s'est installé dans le fauteuil de directeur de la **Biblioteca Nacional Mariano Moreno** (BNMM) à Buenos Aires. Ce retour au pays natal de l'auteur du bestseller mondial ***Une histoire de la lecture*** aurait dû être celui du fils prodige, célébré comme un honneur et une chance pour l'institution. C'était compter sans la guerre civile froide que conduisent les péronistes, sous leurs différents avatars, contre quiconque a l'outrecuidance de contester leur droit historique à exercer le pouvoir en Argentine, généralement avec des résultats calamiteux.

Désigné en décembre dernier par le gouvernement libéral de Mauricio Macri, élu démocratiquement par les Argentins pour mettre fin à 12 années de « *kirchnérisme* » (Nestor puis sa veuve Cristina), Alberto Manguel a été d'emblée l'objet d'une campagne hostile, largement orchestrée, aux niveaux national et international, par celui qu'il remplace à la tête de la BNMM.

Ainsi, ce qui est devenu l'affaire de la BNMM intéresse l'Argentine et plus largement l'Amérique latine. Certes, le régime populiste de Cristina Kirchner n'a pas opéré un raid sur la BNMM comme il l'avait fait sur les coffres de la banque centrale. Il ne l'a pas mise en laisse comme l'Institut national de la statistique, pour le contraindre à camoufler les résultats catastrophiques de sa gestion. Il a simplement encouragé ou toléré des dérives en tous genres conduisant à mettre en cause la vocation première d'une bibliothèque nationale, son équilibre financier, et ce faisant à des détournements d'argent public pour des causes douteuses. L'affaire est aussi révélatrice de la fâcheuse tendance d'une certaine intelligentsia pétitionnaire transfrontalière à sortir son stylo-plume sans disposer de la moindre information sérieuse ou contradictoire sur la cause qu'elle embrasse.

Mauvaise perdante, Cristina Kirchner avait refusé de transmettre à son successeur l'écharpe et le bâton qui sont les insignes du pouvoir présidentiel. Mauvais perdant, Horacio Gonzalez, précédent directeur de la BNMM, s'est lancé dans une campagne de dénigrement d'Alberto Manguel, accusé, avant même d'être en fonctions et d'avoir articulé sa vision de l'avenir de l'institution, de vouloir la *« démanteler »*.

C'est cette accusation qui a été reprise dans une pétition internationale, à l'incitation d'une partie de la diaspora intellectuelle et académique argentine, et publiée en français **dans** *Le Monde*. Parmi les signataires français, on retrouve Badiou, Balibar et Rancière, un fort contingent d'universitaires de Paris VIII et quelques chercheurs réputés qu'on aurait attendus un peu plus circonspects.

Les pétitionnaires auraient pu, par exemple, prendre connaissance de la réponse que Consuelo Gaitan, la directrice de la Bibliothèque nationale de Colombie, a faite à la longue et violente diatribe adressée par Horacio Gonzalez au comité directeur de Abinia, l'association des bibliothèques nationales d'Amérique latine. De ce texte, écrit-elle, *« la première chose à quoi il m'a fait penser, c'est à la grande tragédie que nous vivons actuellement en Colombie où un ancien président* [Alvaro Uribe – ndlr] *ne se résigne pas à n'être que cela et met en danger l'objectif le plus important de tous les Colombiens, la consolidation de la paix »*.

Contre le procès en sorcellerie fait à Alberto Manguel, elle rappelle *« qu'il n'y a probablement pas de meilleur connaisseur de la culture écrite, du livre et des bibliothèques dans l'hémisphère occidentale que le nouveau directeur de la Bibliothèque nationale de ton pays ».* Et de proclamer *« l'immense joie »* que lui procure l'acceptation de ce poste par Manguel et *« l'honneur »* d'être désormais *« la collègue d'un intellectuel de cette stature »*. Elle précise que Abinia n'a pas à se prononcer sur le choix d'un pays, *« le modèle »* de gouvernement (*« comme s'il en existait un qui soit absolu et parfait »*), ni *« sur le chiffre de 1 048 employés »* laissé derrière lui par Gonzalez, *« si surprenant qu'il soit ».*

La BNMM d'Horacio Gonzalez : des effectifs triplés mais précaires

Car le grand argument de la campagne contre Alberto Manguel, c'est la remise en cause de cet effectif imposant, totalement hors normes par rapport aux institutions comparables. Celle de Colombie, dirigée par Mme Gaitan, considérée comme exemplaire en Amérique latine, distinguée par l'UNESCO et nominée cette année pour le prestigieux prix espagnol Prince des Asturies, se contente de 190 salariés. Ce que les pétitionnaires protestant contre les 240 licenciements reprochés à Alberto Manguel ignoraient certainement, c'est qu'en 2005, au moment de la nomination de Gonzalez à la tête de la BNMM par le gouvernement Kirchner, elle comptait 306 salariés.

Le ministre argentin de la culture, Pablo Avelluto, a souligné dans une mise au point factuelle que sur les quelque 700 embauches, sous différents statuts, réalisées pendant le règne de Horacio Gonzalez, plus de 500 l'ont été à la seule discrétion du directeur, sans respect des procédures de recrutement des fonctionnaires publics. Plus révélatrices encore, les 142 embauches ordonnées par le directeur sortant à quelques jours de son départ. Car il s'agissait là, manifestement, d'une participation délibérée à la campagne de Cristina Kirchner, non seulement pour placer des fidèles ou récompenser des clientèles juste avant de céder la place, mais aussi pour savonner la planche à son successeur à la tête de l'État. Comme l'écrit le ministre, *« le mépris pour les carrières professionnelles de l'administration publique a atteint un tel niveau que seules 15 personnes appartiennent au cadre permanent de l'institution »*.

Mais évidemment, recruter par concours des personnels qualifiés impose des contraintes de transparence et de professionnalisme dont le pouvoir de Horacio Gonzales n'a pas voulu s'encombrer. Les témoignages internes abondent sur des embauches à caractères politique, syndical ou familial, dont certains bénéficiaires ne se donnaient même pas la peine de travailler ou même de faire acte de présence. Aux questions précises posées par Mediapart, l'ancien directeur n'a pas apporté de réponse.

Alors, citons quelques exemples. Celui de Carolina P. qui, en février dernier, était absente de son poste depuis le mois de juillet 2015. Explication fournie par une collègue : *« Elle habite à 60 kilomètres. Comment pourrait-elle venir tous les jours? »* Une fille et une sœur de Horacio Gonzalez ont bénéficié de ces embauches familiales, de même que la fille d'une députée du Parlement national très proche de l'ancien directeur. Des directeurs de département se sont vu imposer des

recrutements tombés du ciel, pour lesquels il a fallu “inventer” un travail à la mesure de leur incompétence. Des familles entières ont été recrutées sur des “listes syndicales”. Horacio Gonzalez avait aussi accordé à tous les personnels une réduction d’une heure du temps de travail hebdomadaire. C’est ce qu’il qualifie de *« conception de l’État* [et de la BN] *qui échappe à l’étroitesse de l’efficacité »*.

La solution de Horacio Gonzalez aux conséquences de l’embauche discrétionnaire de personnels non qualifiés ? La création d’écoles de formation au sein de la BNMM. Comme il le revendique dans la lettre à ses anciens collègues d’Amérique latine, *« diverses écoles fonctionnaient en son sein : de bibliothécaires, de relieurs, de formation supérieure en bibliologie »*. Toutes formations disponibles, au demeurant, dans les écoles professionnelles et les universités de la République argentine. À preuve, la directrice adjointe, Elsa Barber, cadre technique permanente que Horacio Gonzalez a recrutée en 2007 selon les règles avant de la marginaliser, enseigne la bibliologie à l’université de Buenos Aires.

Médiapart. Paris, le 6 juillet 2016